

**Bureau du commissaire au  
renseignement**

**2022-2023**

Plan ministériel

---

Le très honorable Justin Trudeau  
Premier ministre du Canada

© Sa Majesté la Reine du chef du Canada représentée par  
le Bureau du commissaire au renseignement, 2022.

No de catalogue : D95-6F-PDF  
ISSN 2563-0385

---

## Table des matières

De la part du commissaire au renseignement .....	1
Aperçu de nos plans .....	3
Responsabilités essentielles : résultats et ressources prévus et principaux risques .....	5
Services internes : résultats prévus .....	9
Dépenses et ressources humaines prévues .....	11
Dépenses prévues .....	11
Ressources humaines prévues .....	13
Budget des dépenses par crédit voté .....	13
État des résultats condensé prospectif .....	13
Renseignements ministériels .....	15
Profil organisationnel .....	15
Raison d'être, mandat et rôle : composition et responsabilités .....	15
Contexte opérationnel .....	15
Cadre de présentation de rapports .....	15
Renseignements connexes sur le répertoire des programmes .....	15
Tableaux de renseignements supplémentaires .....	16
Dépenses fiscales fédérales .....	16
Coordonnées de l'organisation .....	16
Annexe : définitions .....	17
Notes en fin d'ouvrage .....	21

---



## De la part du commissaire au renseignement

En tant que commissaire au renseignement (CR) et administrateur général, je suis heureux de présenter le Plan ministériel 2022-2023 pour le Bureau du commissaire au renseignement (BCR).

Le BCR est un organisme de surveillance indépendant. Mon mandat à titre de commissaire au renseignement est défini dans la *Loi sur le commissaire au renseignement* (Loi sur le CR). J'examine les conclusions formulées par le ministre de la Défense nationale ou le ministre de la Sécurité publique et de la Protection civile et, s'il y a lieu, par le directeur du Service canadien du renseignement de sécurité. Ces conclusions constituent la base sur laquelle certaines autorisations sont délivrées et certaines déterminations sont faites en ce qui concerne des activités menées par le Centre de la sécurité des télécommunications ou le Service canadien du renseignement de sécurité.

Ce plan traite de la contribution continue du Bureau du commissaire au renseignement (BCR) envers la réalisation de mon mandat, des efforts déployés pour gérer les ressources humaines avec efficacité, particulièrement pendant une période marquée d'importants changements causés en grande partie par la pandémie de COVID-19, et du recours continu aux partenariats avec d'autres organismes gouvernementaux afin de maintenir de robustes infrastructures techniques et de sécurité.

Grâce à son travail acharné, son dévouement et son professionnalisme, je suis tout à fait convaincu que le BCR saura relever tous les défis qui nous attendent et qu'il continuera de servir tous les Canadiens de manière ouverte et transparente, et, ce faisant, de renforcer le cadre de sécurité nationale.

L'honorable Jean-Pierre Plouffe, C.D.  
Commissaire au renseignement



## Aperçu de nos plans

Voici un aperçu des priorités et des mesures clés du BCR pour 2022-2023 :

### **Examens quasi judiciaires complets dans les délais prévus**

Le BCR continuera d'effectuer des examens quasi judiciaires du caractère raisonnable des conclusions tirées. Toutes les décisions du commissaire au renseignement doivent être rendues dans les délais prévus par la Loi.

### **Transparence**

Conformément à la Loi sur le CR, le CR soumettra un rapport non classifié au premier ministre (qui sera ensuite déposé par le premier ministre devant chaque chambre du Parlement). Ce rapport non classifié portera sur les activités réalisées par le commissaire au cours de l'année civile précédente. Il comprendra les statistiques que le commissaire juge appropriées concernant les autorisations, les modifications et les déterminations qui ont été approuvées et non approuvées.

### **Gestion efficace des services internes**

Nous continuerons de renforcer les services internes pour nous assurer que les gestionnaires et les employés disposent des services et des outils nécessaires. Les plans comprennent l'examen des cadres de gestion des ressources humaines et de gestion financière dans l'optique d'améliorer les processus de contrôle et de cerner les secteurs qui présentent un risque plus élevé.

Pour de plus amples renseignements sur les plans du Bureau du commissaire au renseignement, consulter la section « Responsabilités essentielles : résultats et ressources prévus et principaux risques » du présent plan.



## Responsabilités essentielles : résultats et ressources prévus et principaux risques

Cette section contient des renseignements sur les ressources et les résultats prévus du Ministère pour chacune de ses responsabilités essentielles. Elle contient également des renseignements sur les principaux risques liés à l'atteinte de ces résultats.

### **Examen quasi judiciaire de certaines conclusions ministérielles**

#### **Description**

Le BCR est un organisme de surveillance indépendant. Aux termes de la Loi sur le CR, le CR est chargé d'effectuer l'examen quasi judiciaire des conclusions sur lesquelles reposent certaines autorisations accordées ou modifiées et certaines déterminations effectuées au titre de la *Loi sur le Centre de la sécurité des télécommunications* et de la *Loi sur le Service canadien du renseignement de sécurité*. Dans chaque cas, le CR, avec l'appui du BCR, effectue une analyse approfondie des dossiers afin de déterminer si les conclusions auxquelles est parvenu le décideur sont raisonnables. Si le CR juge qu'elles le sont, il doit approuver l'autorisation ou la détermination dans une décision écrite qui expose ses motifs.

Conformément au rôle de surveillance du CR, une autorisation ou une détermination n'est valide qu'après approbation du CR. Les activités décrites dans les autorisations ou les déterminations ne peuvent être menées par les organismes de renseignement sans l'approbation du CR.

La Loi sur le CR exige que la décision du CR soit rendue dans les 30 jours suivant la date à laquelle celui-ci a reçu l'avis d'autorisation ou de détermination, ou dans tout autre délai qui peut être convenu par le CR et le décideur. Dans le cas d'une autorisation accordée par le directeur du Service canadien du renseignement de sécurité pour l'interrogation d'un ensemble de données en situation d'urgence, le commissaire au renseignement doit rendre une décision dès que possible.

#### **Faits saillants de la planification**

Le rôle du CR et du BCR, qui consiste à assurer une plus grande transparence et une meilleure responsabilisation et, en fin de compte, à renforcer la confiance du public à l'égard du cadre de la sécurité nationale du Canada, reste inchangé. De plus, la responsabilité essentielle d'effectuer des examens quasi judiciaires de certaines conclusions ministérielles demeure la même.

Afin de soutenir la capacité du BCR d'effectuer des examens quasi judiciaires dans les délais établis par la Loi, les activités suivantes seront entreprises en 2022-2023 :

- Continuer de peaufiner les procédures et les processus actuels pour mieux harmoniser les ressources, ce qui contribue à la réalisation des examens quasi judiciaires dans les délais fixés par la loi;

- Examiner la structure organisationnelle tout en s’assurant de maintenir une main-d’œuvre hautement qualifiée et d’accroître la diversité;
- Continuer d’utiliser le Cadre ministériel des résultats et le régime de mesure du rendement conformément à la Politique sur les résultats du Secrétariat du Conseil du Trésor.

### **Expérimentation**

Compte tenu du mandat, du rôle et des responsabilités du CR, les activités d’expérimentation du BCR sont restreintes. En 2022-2023, le BCR continuera de faire des essais technologiques, accordant une importance particulière à l’exploitation de la technologie pour le travail à distance et sur place.

### **Principaux risques**

#### Risque 1 : Gestion de l’effectif

Le BCR doit s’assurer de disposer de ressources suffisantes pour satisfaire aux exigences énoncées dans la loi relativement aux examens et aux rapports. Les exigences établies dans la loi doivent être respectées, peu importe le nombre et la complexité des examens quasi judiciaires.

Le mandat du CR est unique — la détermination du caractère raisonnable des conclusions ministérielles en ce qui a trait aux activités relatives à la sécurité nationale et au renseignement. Le BCR appuie le CR dans l’exécution efficace de son mandat. Le programme d’examens quasi judiciaires, qui est exécuté par 6,5 ETP, requiert de solides connaissances juridiques et judiciaires ainsi que des connaissances techniques spécialisées liées aux activités de sécurité et de renseignement. Le BCR continuera de mettre en œuvre de fructueuses stratégies de gestion des ressources humaines pour le recrutement, le maintien en poste et la gestion de son effectif de façon à avoir la capacité d’aider le CR à remplir son mandat avec efficacité.

#### Risque 2 : Politiques, procédures et pratiques

Le BCR continuera d’examiner et de modifier, au besoin, les politiques, les procédures et les pratiques afin d’améliorer la qualité, la cohérence et la rapidité d’exécution des examens quasi judiciaires.

Le BCR a établi une base solide, et s’assurer que le BCR continuera d’évoluer de manière positive, il examinera les politiques, les procédures et les pratiques afin de cerner les secteurs présentant les risques les plus élevés pour la gestion efficace du rendement et des ressources humaines ainsi que pour l’équité, la diversité et l’inclusion.

## Résultats prévus pour l'examen quasi judiciaire de certaines conclusions ministérielles

Le tableau ci-dessous présente, pour la responsabilité essentielle l'examen quasi judiciaire de certaines conclusions ministérielles, les résultats prévus, les indicateurs de résultats, les cibles et les dates cibles pour l'exercice 2022-2023 ainsi que les résultats réels des trois derniers exercices pour lesquels des résultats réels sont disponibles.

Résultat ministériel	Indicateur de résultat ministériel	Cible	Date d'atteinte de la cible	Résultat réel 2018-2019 <sup>1</sup>	Résultat réel 2019-2020	Résultat réel 2020-2021
Renforcer la transparence et la responsabilisation du cadre de sécurité nationale	Pourcentage de décisions et raisons pour lesquelles les décisions ont été rendues dans les délais prévus par la loi	100 %	Le 31 mars 2023	s.o.	100 %	100 %
	Rapport annuel sur les activités du commissaire remis au Premier ministre avant le 31 mars	100 %	Le 31 mars 2023	s.o.	s.o. <sup>2</sup>	100 %

Les renseignements sur les ressources financières, les ressources humaines et le rendement liés au répertoire des programmes du Bureau du commissaire au renseignement sont accessibles dans l'[InfoBase du GC](#)<sup>i</sup>.

<sup>1</sup> Le Bureau du commissaire au renseignement a commencé ses activités le 12 juillet 2019.

<sup>2</sup> Cet indicateur de résultat ministériel a été approuvé en novembre 2020.

### Dépenses budgétaires prévues pour l'examen quasi judiciaire de certaines conclusions ministérielles

Le tableau ci-dessous présente, pour l'examen quasi judiciaire de certaines conclusions ministérielles, les dépenses budgétaires pour l'exercice 2022-2023 ainsi que les dépenses prévues pour cet exercice et les deux exercices suivants.

Dépenses budgétaires 2022-2023 (telles qu'elles sont indiquées dans le Budget principal des dépenses)	Dépenses prévues 2022-2023	Dépenses prévues 2023-2024	Dépenses prévues 2024-2025
1 982 000	1 982 000	1 982 000	1 982 000

Les renseignements sur les ressources financières, les ressources humaines et le rendement liés au répertoire des programmes du Bureau du commissaire au renseignement sont accessibles dans l'[InfoBase du GC](#)<sup>ii</sup>.

### Ressources humaines prévues pour l'examen quasi judiciaire de certaines conclusions ministérielles

Le tableau ci-dessous présente, en équivalents temps plein, les ressources humaines dont le ministère aura besoin pour s'acquitter de cette responsabilité essentielle pour l'exercice 2022-2023 et les deux exercices suivants.

Nombre d'équivalents temps plein prévus 2022-2023	Nombre d'équivalents temps plein prévus 2023-2024	Nombre d'équivalents temps plein prévus 2024-2025
6,5	6,5	6,5

Les renseignements sur les ressources financières, les ressources humaines et le rendement liés au répertoire des programmes du Bureau du commissaire au renseignement sont accessibles dans l'[InfoBase du GC](#)<sup>iii</sup>.

## Services internes : résultats prévus

### Description

Les services internes sont les services fournis au sein d'un ministère afin qu'il puisse respecter ses obligations et exécuter ses programmes. Les dix catégories de services internes sont les suivantes :

- services de gestion et de surveillance;
- services des communications;
- services juridiques;
- services de gestion des ressources humaines;
- services de gestion des finances;
- services de gestion de l'information;
- services de technologie de l'information;
- services de gestion des biens immobiliers;
- services de gestion du matériel;
- services de gestion des acquisitions.

### Faits saillants de la planification

En vue de renforcer ses services internes, le BCR examinera ses ententes de service existantes avec d'autres organismes gouvernementaux pour s'assurer que ces collaborations permettent d'offrir les services demandés avec efficacité et efficience. De plus, il envisagera la possibilité d'obtenir des services supplémentaires auprès d'autres organismes gouvernementaux, tout en mettant l'accent sur l'amélioration de la productivité et de l'efficacité.

Pour donner au CR l'assurance que les contrôles internes sont en place et pour prendre connaissance des secteurs présentant un risque élevé au sein du bureau, le BCR procédera à une auto-évaluation exhaustive de la conformité fondée sur les outils fournis par le Bureau du contrôleur général.

### Dépenses budgétaires prévues pour les services internes

Le tableau ci-dessous présent, pour les services internes, les dépenses budgétaires pour l'exercice 2022-2023 ainsi que les dépenses prévues pour cet exercice et les deux exercices suivants.

Dépenses budgétaires 2022-2023 (telles qu'elles sont indiquées dans le Budget principal des dépenses)	Dépenses prévues 2022-2023	Dépenses prévues 2023-2024	Dépenses prévues 2024-2025
553 599	553 599	553 599	553 599

### Ressources humaines prévues pour les services internes

Le tableau ci-dessous présent, en équivalents temps plein, les ressources humaines dont le ministère aura besoin pour fournir ses services internes au cours de l'exercice 2022-2023 et des deux exercices suivants.

Nombre d'équivalents temps plein prévus 2022-2023	Nombre d'équivalents temps plein prévus 2023-2024	Nombre d'équivalents temps plein prévus 2024-2025
4	4	4

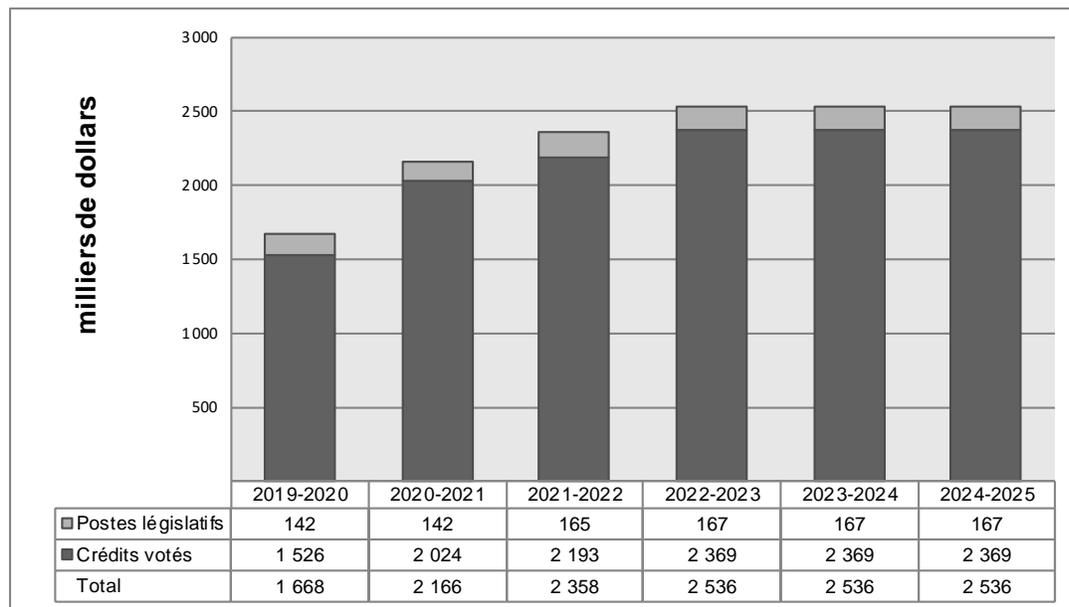
## Dépenses et ressources humaines prévues

Cette section donne un aperçu des dépenses et des ressources humaines du ministère prévues pour les trois prochains exercices et compare les dépenses prévues pour l'exercice 2022-2023 avec les dépenses réelles pour l'exercice en cours et l'exercice précédent.

### Dépenses prévues

Dépenses ministérielles de 2019-2020 à 2024-2025

Le graphique ci-dessous présente les dépenses prévues (votées et législatives) au fil du temps.



Les écarts sur le plan des dépenses entre 2019-2020 et 2024-2025 découlent des éléments suivants :

- Le BCR a commencé ses activités le 12 juillet 2019. Les dépenses réelles pour l'exercice 2019-2020 ne couvraient que 8 mois et demi.
- Les dépenses réelles en 2020-2021 ont été augmentées pour obtenir les services de sécurité, les technologies de l'information et l'expertise technique supplémentaires nécessaires à la réalisation du mandat législatif du CR.
- En 2021-2022, les dépenses réelles ont été augmentées puisque le BCR a voulu mieux satisfaire aux exigences en matière de sécurité et de technologie.
- Le budget et les dépenses prévues pour 2022-2023 et les exercices suivants ont connu une légère hausse, reflétant les coûts finaux de la mise en œuvre des investissements prévus dans la sécurité et la technologie en 2020-2021.

## Sommaire de la planification budgétaire pour les responsabilités essentielles et les services internes (en dollars)

Le tableau ci-dessous présente des renseignements sur les dépenses pour chaque responsabilité essentielle du Bureau du commissaire au renseignement et pour ses services internes pour 2022-2023 et les autres exercices pertinents.

Responsabilités essentielles et services internes	Dépenses réelles 2019-2020	Dépenses réelles 2020-2021	Prévisions des dépenses 2021-2022	Dépenses budgétaires 2022-2023 (telles qu'elles sont indiquées dans le Budget principal des dépenses)	Dépenses prévues 2022-2023	Dépenses prévues 2023-2024	Dépenses prévues 2024-2025
Examen quasi judiciaire de certaines conclusions ministérielles	1 308 693	1 519 442	1 833 080	1 982 000	1 982 000	1 982 000	1 982 000
Services internes	359 223	646 405	525 076	553 599	553 599	553 599	553 599
<b>Total</b>	<b>1 667 916</b>	<b>2 165 847</b>	<b>2 358 156</b>	<b>2 535 599</b>	<b>2 535 599</b>	<b>2 535 599</b>	<b>2 535 599</b>

Comme il a été mentionné ci-dessus, le BCR a commencé ses activités le 12 juillet 2019. Les dépenses réelles pour l'exercice 2019-2020 ne représentaient que 8 mois et demi.

L'augmentation des dépenses pour le programme d'examens quasi judiciaires et les services internes entre les dépenses réelles pour l'exercice 2020-2021 et les dépenses prévues pour l'exercice 2024-2025 découle des investissements nécessaires dans la technologie de l'information et la sécurité. Ces investissements permettront au CR de s'acquitter de son mandat législatif et au BCR de disposer d'une infrastructure robuste, sécuritaire, moderne et durable à l'avenir.

## Ressources humaines prévues

Le tableau ci-dessous présente des renseignements sur les ressources humaines, en équivalents temps plein (ETP), pour chaque responsabilité essentielle du Bureau du commissaire au renseignement et pour ses services internes pour 2022-2023 et les autres exercices pertinents.

Sommaire de la planification des ressources humaines pour les responsabilités essentielles et les services internes

Responsabilités essentielles et services internes	Équivalents temps plein réels 2019-2020	Équivalents temps plein réels 2020-2021	Prévisions d'équivalents temps plein 2021-2022	Équivalents temps plein prévus 2022-2023	Équivalents temps plein prévus 2023-2024	Équivalents temps plein prévus 2024-2025
Examen quasi judiciaire de certaines conclusions ministérielles	6	5	6,5	6,5	6,5	6,5
Services internes	2	2	4	4	4	4
<b>Total</b>	<b>8</b>	<b>7</b>	<b>10,5</b>	<b>10,5</b>	<b>10,5</b>	<b>10,5</b>

## Budget des dépenses par crédit voté

Des renseignements sur les crédits du Bureau du commissaire au renseignement sont accessibles dans le [Budget principal des dépenses 2022-2023](#)<sup>iv</sup>.

## État des résultats condensé prospectif

L'état des résultats condensés prospectifs donne un aperçu des opérations du Bureau du commissaire au renseignement de 2021-2022 à 2022-2023.

Les montants des prévisions et les montants prévus dans le présent état des résultats ont été préparés selon la méthode de comptabilité d'exercice. Les montants des prévisions et les montants prévus qui sont présentés dans d'autres sections du plan ministériel ont été établis selon la méthode de comptabilité axée sur les dépenses. Les montants peuvent donc différer.

Un état des résultats prospectif plus détaillé et des notes afférentes, notamment un rapprochement des coûts de fonctionnement nets et des autorisations demandées, se trouvent sur le [site Web](#)<sup>v</sup> du Bureau du commissaire au renseignement.

État des résultats condensé prospectif pour l'exercice se terminant le 31 mars 2023 (en dollars)

Renseignements financiers	Prévisions des résultats 2021-2022	Résultats prévus 2022-2023	Écart (résultats prévus 2022-2023 moins prévisions des résultats 2021-2022)
Total des dépenses	2 625 920	2 743 876	117 956
Coût de fonctionnement net avant le financement du gouvernement et les transferts	2 625 920	2 743 876	117 956

## Renseignements ministériels

### Profil organisationnel

**Ministre de tutelle :** Le très honorable Justin Trudeau, c.p., député – Premier ministre du Canada

**Administrateur général :** L’honorable Jean-Pierre Plouffe, C.D. – commissaire au renseignement

**Portefeuille ministériel :** Premier ministre

**Instrument habilitant :** *Loi sur le commissaire au renseignement*<sup>vi</sup>

**Année d’incorporation ou de création :** 2019

### Raison d’être, mandat et rôle : composition et responsabilités

Des renseignements sur la raison d’être, le mandat et le rôle du Bureau du commissaire au renseignement se trouvent dans le [site Web](#)<sup>vii</sup> du Bureau du commissaire au renseignement.

### Contexte opérationnel

Des renseignements sur le contexte opérationnel se trouvent dans le [site Web](#)<sup>viii</sup> du Bureau du commissaire au renseignement.

### Cadre de présentation de rapports

Le cadre ministériel des résultats et le répertoire des programmes approuvés du Bureau du commissaire au renseignement pour 2022-2023 sont illustrés ci-dessous.

Cadre ministériel des résultats	Responsabilité essentielle : Examen quasi judiciaire de certaines conclusions ministérielles		Services internes
	Résultats ministériels : Renforcer la transparence et la responsabilisation du cadre de sécurité nationale	Pourcentage de décisions et raisons pour lesquelles les décisions ont été rendues dans les délais prévus par la loi	
Rapport annuel sur les activités du commissaire remis au Premier ministre avant le 31 mars			
Répertoire des programmes	Programme d'examen quasi judiciaire		

## Renseignements connexes sur le répertoire des programmes

Des renseignements sur les dépenses prévues, les ressources humaines et les résultats liés au répertoire des programmes du Bureau du commissaire au renseignement sont accessibles dans l'[InfoBase du GC](#)<sup>ix</sup>.

## Tableaux de renseignements supplémentaires

Les tableaux de renseignements supplémentaires ci-dessous sont accessibles sur le [site Web](#)<sup>x</sup> du Bureau du commissaire au renseignement.

- ▶ Stratégie ministérielle de développement durable/Rapport sur les achats écologiques;
- ▶ Analyse comparative entre les sexes plus.

## Dépenses fiscales fédérales

Le plan ministériel du Bureau du commissaire au renseignement ne comprend pas de renseignements sur les dépenses fiscales.

Les mesures fiscales relèvent du ministre des Finances. Le ministère des Finances Canada publie chaque année des estimations et des projections du coût des dépenses fiscales fédérale dans le [Rapport sur les dépenses fiscales fédérales](#)<sup>xi</sup>. Ce rapport fournit aussi des renseignements généraux détaillés sur les dépenses fiscales, y compris les objectifs, les renseignements historiques et les renvois aux programmes des dépenses fédéraux connexes, ainsi que sur les évaluations fiscales, les rapports de recherche et les analyses comparatives entre les sexes plus.

## Coordonnées de l'organisation

### Adresse postale

Bureau du commissaire au renseignement  
C.P. 1474, succursale B  
Ottawa, ON K1P 5P6

**Numéro de téléphone :** 613-992-3044

**Adresse de courriel :** [info@bcr-ico.gc.ca](mailto:info@bcr-ico.gc.ca)

**Site Web :** [www.canada.ca/fr/commissaire-renseignement.html](http://www.canada.ca/fr/commissaire-renseignement.html)

## Annexe : définitions

### **analyse comparative entre les sexes plus (ACS Plus) (gender-based analysis plus [GBA Plus])**

Outil analytique qui permet de mettre en place des initiatives adaptées et inclusives et à comprendre comment les facteurs tels que le sexe, la race, l'origine nationale et ethnique, l'origine ou l'identité autochtone, l'âge, l'orientation sexuelle, les conditions socio-économiques, la géographie, la culture et l'invalidité peuvent avoir une incidence sur les expériences, et les résultats ainsi que l'accès aux programmes gouvernementaux et l'expérience de ceux-ci.

### **cadre ministériel des résultats (departmental results framework)**

Cadre qui comprend les responsabilités essentielles du ministère, les résultats ministériels et les indicateurs de résultat ministériel.

### **cible (target)**

Niveau mesurable du rendement ou du succès qu'une organisation, un programme ou une initiative prévoit atteindre dans un délai précis. Une cible peut être quantitative ou qualitative.

### **crédit (appropriation)**

Autorisation donnée par le Parlement d'effectuer des paiements sur le Trésor.

### **dépenses budgétaires (budgetary expenditures)**

Dépenses de fonctionnement et en capital; paiements de transfert à d'autres ordres de gouvernement, à des organisations ou à des particuliers; et paiements à des sociétés d'État.

### **dépenses législatives (statutory expenditures)**

Dépenses approuvées par le Parlement à la suite de l'adoption d'une loi autre qu'une loi de crédits. La loi précise les fins auxquelles peuvent servir les dépenses et les conditions dans lesquelles elles peuvent être effectuées.

### **dépenses non budgétaires (non budgetary expenditures)**

Recettes et décaissements nets au titre de prêts, de placements et d'avances, qui modifient la composition des actifs financiers du gouvernement du Canada.

### **dépenses prévues (planned spending)**

En ce qui a trait aux plans ministériels et aux rapports sur les résultats ministériels, les dépenses prévues s'entendent des montants présentés dans le Budget principal des dépenses.

Un ministère est censé être au courant des autorisations qu'il a demandées et obtenues. La détermination des dépenses prévues relève du ministère, et ce dernier doit être en mesure de justifier les dépenses et les augmentations présentées dans son plan ministériel et son rapport sur les résultats ministériels.

**dépenses votées (voted expenditures)**

Dépenses approuvées annuellement par le Parlement par une loi de crédits. Le libellé de chaque crédit énonce les conditions selon lesquelles les dépenses peuvent être effectuées.

**équivalent temps plein (full-time equivalent)**

Mesure utilisée pour représenter une année-personne complète d'un employé dans le budget ministériel. Les équivalents temps plein sont calculés par un rapport entre les heures de travail assignées et les heures normales de travail prévues. Les heures normales sont établies dans les conventions collectives.

**expérimentation (experimentation)**

Conduite d'activités explorant, mettant à l'essai et comparant les effets et les répercussions de politiques et d'interventions afin d'étayer la prise de décision et d'améliorer les résultats pour les Canadiens. L'expérimentation est liée à l'innovation, mais est distincte de celle-ci. L'innovation représente l'essai de quelque chose de nouveau, alors que l'expérimentation suppose une comparaison rigoureuse de résultats. Par exemple, le lancement d'une nouvelle application mobile pour communiquer avec les Canadiens peut être une innovation, mais l'essai systématique de la nouvelle application et la comparaison de celle-ci par rapport à un site Web existant ou à d'autres outils pour voir lequel permet de joindre le plus de personnes est une expérimentation.

**indicateur de résultat ministériel (departmental result indicator)**

Facteur ou variable qui présente une façon valide et fiable de mesurer ou de décrire les progrès réalisés par rapport à un résultat ministériel.

**initiative horizontale (horizontal initiative)**

Initiative dans le cadre de laquelle deux organisations fédérales ou plus reçoivent du financement dans le but d'atteindre un résultat commun, souvent associé à une priorité du gouvernement.

**plan (plan)**

Exposé des choix stratégiques qui montre comment une organisation entend réaliser ses priorités et obtenir les résultats connexes. De façon générale, un plan explique la logique qui sous-tend les stratégies retenues et tend à mettre l'accent sur des mesures qui se traduisent par des résultats attendus.

**plan ministériel (Departmental Plan)**

Document énonçant les priorités, les programmes, les résultats attendus et les ressources connexes requises d'un ministère sur une période de trois ans qui commence à l'exercice indiqué dans le titre du document. Les plans ministériels sont présentés au Parlement chaque printemps.

**priorités pangouvernementales (government-wide priorities)**

Aux fins du Plan ministériel 2022-2023, les priorités pangouvernementales correspondent aux thèmes de haut niveau qui décrivent le programme du gouvernement énoncé dans le discours du Trône de 2021 : **bâtir un présent et un avenir plus sains; faire croître la croissance d'une économie plus résiliente; mener une action climatique audacieuse; travailler plus fort pour rendre les collectivités sécuritaires, défendre la diversité et l'inclusion; avancer plus rapidement sur la voie de la réconciliation; lutter pour un monde plus sûr, plus juste et plus équitable.**

**programme (program)**

Services et activités, pris séparément ou en groupe, ou une combinaison des deux, qui sont gérés ensemble au sein d'un ministère et qui portent sur un ensemble déterminé d'extrants, de résultats ou de niveaux de services.

**rapport sur les résultats ministériels (Departmental Results Report)**

Présentation d'information sur le rendement réel d'un ministère au cours d'un exercice par rapport à ses plans, priorités et résultats attendus énoncés dans son plan ministériel pour cet exercice. Les rapports sur les résultats ministériels sont présentés au Parlement chaque automne.

**rendement (performance)**

Utilisation qu'une organisation a faite de ses ressources en vue d'obtenir ses résultats, mesure dans laquelle ces résultats se comparent à ceux que l'organisation souhaitait obtenir, et mesure dans laquelle les leçons apprises ont été cernées.

**répertoire des programmes (program inventory)**

Compilation de l'ensemble des programmes d'un ministère qui décrit la manière dont les ressources sont organisées pour s'acquitter des responsabilités essentielles du ministère et atteindre ses résultats prévus.

**responsabilité essentielle (core responsibility)**

Fonction ou rôle permanent exercé par un ministère. Les intentions du ministère concernant une responsabilité essentielle se traduisent par un ou plusieurs résultats ministériels auxquels le ministère cherche à contribuer ou sur lesquels il veut avoir une influence.

**résultat (result)**

Conséquence externe attribuable en partie aux activités d'une organisation, d'une politique, d'un programme ou d'une initiative. Les résultats ne relèvent pas d'une organisation, d'une politique, d'un programme ou d'une initiative unique, mais ils s'inscrivent dans la sphère d'influence de l'organisation.

**résultat ministériel (departmental result)**

Changement qu'un ministère cherche à influencer. Un résultat ministériel échappe généralement au contrôle direct des ministères, mais il devrait être influencé par les résultats du niveau des programmes.

---

## Notes en fin d'ouvrage

---

- i. InfoBase du GC, <https://www.tbs-sct.gc.ca/ems-sgd/edb-bdd/index-fra.html#start>
- ii. InfoBase du GC, <https://www.tbs-sct.gc.ca/ems-sgd/edb-bdd/index-fra.html#start>
- iii. InfoBase du GC, <https://www.tbs-sct.gc.ca/ems-sgd/edb-bdd/index-fra.html#start>
- iv. Budget principal des dépenses 2022-2023, <https://www.canada.ca/fr/secretariat-conseil-tresor/services/depenses-prevues/plan-depenses-budget-principal.html>
- v. Bureau du commissaire au renseignement, <https://www.canada.ca/fr/commissaire-renseignement.html>
- vi. *Loi sur le commissaire au renseignement*, <https://laws-lois.justice.gc.ca/fra/lois/I-14.85/>
- vii. Bureau du commissaire au renseignement, <https://www.canada.ca/fr/commissaire-renseignement.html>
- viii. Bureau du commissaire au renseignement, <https://www.canada.ca/fr/commissaire-renseignement.html>
- ix. InfoBase du GC, <https://www.tbs-sct.gc.ca/ems-sgd/edb-bdd/index-fra.html#start>
- x. Bureau du commissaire au renseignement, <https://www.canada.ca/fr/commissaire-renseignement.html>
- xi. Rapport sur les dépenses fiscales fédérales, <https://www.canada.ca/fr/ministere-finances/services/publications/depenses-fiscales.html>